



Conseil économique et social

Distr. GÉNÉRALE
9 avril 1999

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Huitième session

Vienne, 27 avril-6 mai 1999

Point 8 c) de l'ordre du jour provisoire*

**Gestion stratégique et questions relatives au programme:
nomination de membres du Conseil de direction de
l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies
sur la criminalité et la justice**

Nomination de membres du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice

Rapport du Secrétaire général

1. L'attention de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale est appelée sur une question concernant la composition du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, qui appelle une décision de la Commission et du Conseil économique et social: le mandat de deux des membres du Conseil de direction, à savoir M^{me} Simone Rosez (France) et M. Sushil Varma (Inde), nommés le 26 novembre 1994 pour un mandat de cinq ans, vient à expiration le 26 novembre 1999, tandis qu'un troisième membre, M. Jan van Dijk (Pays-Bas), nommé le 17 novembre 1995, a démissionné de ses fonctions.

2. Aux termes de l'article IV des statuts de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, joint en annexe à la résolution 1989/56 du Conseil économique et social:

* E/CN.15/1999/1.

“2. La composition du Conseil est la suivante :

a) Sept membres choisis par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance parmi les candidats proposés par le Secrétaire général et approuvés par le Conseil économique et social, compte dûment tenu du fait que l’Institut et ses activités sont financés au moyen de contributions volontaires et que le principe d’une répartition géographique équitable doit être respecté. Les membres sont choisis parmi des personnalités éminentes possédant les qualifications et compétences requises. Ils sont nommés à titre individuel pour un mandat de cinq ans à compter de la date de la première réunion du Conseil à laquelle ils sont invités à participer. Ils ne peuvent être nommés une nouvelle fois par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, avec l’approbation du Conseil économique et social, que pour un seul mandat additionnel.”

3. Selon le Bureau des affaires juridiques de l’ONU, les fonctions et les compétences de l’ancien Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, sur ce sujet parmi d’autres, sont échues à la Commission.

4. Sont proposés les quatre candidats suivants:

M^{me} Ann-Marie Begler (Suède)
M. Kumnravelu Chockalingam (Inde)
M. Philippe Melchior (France)
M. Jeremy Travis (États-Unis d’Amérique).

5. Ces propositions respectent le principe d’une répartition géographique équitable dans la composition du Conseil, dont les membres sont actuellement:

M. Adedoku A. Adeyemi (Nigéria)
M. Karoly Bard (Hongrie)
M. Setsuo Miyazawa (Japon)
M. Alejandro Reyes Posada (Colombie)
M^{me} Simone Rosez (France)
M. Jan van Dijk (Pays-Bas)
M. Sushil Varma (Inde).

6. On trouvera ci-joint en annexe le curriculum vitae de chacun des candidats.

*Annexe***RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES CANDIDATS PRÉSENTÉS
POUR SIÉGER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT
INTERRÉGIONAL DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES
SUR LA CRIMINALITÉ ET LA JUSTICE****Ann-Marie Begler (Suède)**

Ann-Marie Begler, née en 1954 et diplômée de l'École d'études sociales en 1979, est travailleuse sociale professionnelle. Elle exerce les fonctions de secrétaire des services de protection sociale de la municipalité de Stockholm jusqu'en 1985. De 1985 à 1989, elle travaille au Cabinet du maire de Stockholm. En 1989, elle occupe le poste de première secrétaire au Ministère de la santé et des affaires sociales.

De 1991 à 1997, elle exerce à la Commission nationale pour la santé et la protection sociale et y siège, à partir de mars 1995, en tant que directrice générale adjointe. En novembre 1997, elle est nommée directrice générale du Conseil suédois pour la prévention du crime.

Ann-Marie Begler est vice-présidente du Monopole suédois de vente au détail d'alcool. Elle est également membre des conseils d'administration de la Commission nationale pour la jeunesse et de l'Office national des finances.

Kumnravelu Chockalingam (Inde)

Kumnravelu Chockalingam, titulaire d'un M.A., d'un M.Litt., d'un M.L., d'un doctorat, ainsi que d'un diplôme en langue allemande, est membre de la Société indienne de criminologie (ISC). Il a derrière lui une trentaine d'années d'expérience de l'enseignement et de la recherche dans le domaine de la criminologie, s'étant spécialisé en victimologie et dans les droits de l'homme.

De 1978 à 1983, il a occupé les fonctions de maître de conférences à l'Institut d'État pour la défense sociale. Il est actuellement professeur titulaire et chef du département de criminologie de l'Université de Madras. En 1995, il a été élu membre du Conseil de l'Université pour trois ans et a participé activement à l'administration et à l'élaboration de la politique de l'Université.

M. Chockalingam s'est vu attribuer divers prix et bourses de recherche pour ses travaux dans les domaines de la criminologie, de la victimologie et de la défense sociale en Inde. Il est également fondateur ou membre actif permanent de nombreux organismes scientifiques.

Il est en outre membre permanent de la Société mondiale de victimologie depuis 1985 et en a été nommé membre du Comité de direction pour un mandat allant de 1991 à 2000. En 1992, il a fondé la Société indienne de victimologie, dont il a été président jusqu'en 1998.

Philippe Melchior (France)

Né le 11 juin 1944, Philippe Melchior, diplômé de l'École nationale d'administration (ENA) en 1970, est nommé inspecteur adjoint à l'Inspection générale de l'Administration (IGA) en 1972.

En 1976, il est nommé sous-préfet à Marseille, puis chargé de mission pour les questions de sécurité auprès du Préfet des Alpes-Maritimes jusqu'en 1981.

Il a été secrétaire général de la préfecture des Côtes-du-Nord (1981), puis directeur général des services de l'Établissement public régional de Picardie (1982) et secrétaire général de la préfecture des Yvelines.

Nommé inspecteur général de l'Administration en 1986, il est chargé des services de comptabilité et de l'évaluation des politiques publiques pour toute l'Administration française. Il devient, en 1988, président-directeur général de la SOFREMI, une société mixte spécialisée dans l'exportation d'équipements de sécurité et la formation correspondante.

Le 12 novembre 1997, Philippe Melchior est nommé directeur de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI), poste qu'il occupe toujours.

L'IHESI est un institut d'État qui mène en particulier des programmes de formation à l'intention des hauts fonctionnaires, magistrats, parlementaires, élus locaux et chefs d'entreprises; entreprend des travaux de recherche sur les questions de sécurité intérieure; et prête des services d'assistance technique dans ce domaine.